

Journée de mobilisation européenne du 29 février : l'obligation de faire mieux

jeudi 15 mars 2012, par [DEMARCO Sandra](#), [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2012).

L'opinion la plus largement partagée est que ce fut plutôt mieux qu'on ne le pensait. C'est l'un des rares points positifs de la journée de mobilisation organisée par la Confédération européenne des syndicats (CES) mercredi 29 février. Bien sûr c'était la première fois que la CES appelait à une mobilisation européenne contre un projet de traité européen.

Ce traité, signé le jeudi suivant lors du Conseil européen à Bruxelles « sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire », prône une austérité sans faille. L'inscription de la règle d'or dans chaque législation nationale interdit les budgets qui présentent un déficit structurel supérieur à 0,5 %. Il s'agit d'étrangler les dépenses sociales et l'investissement public, de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. Déjà, à la fin de l'année dernière, l'Union européenne comptait près de 25 millions de chômeurEs, soit un taux de chômage, de 10,1 %. Un record historique. Par catégories sociales, les chiffres sont accablants pour les jeunes et les femmes. Le taux de chômage des moins de 25 ans se situait à 22,4 % fin janvier contre 22,2 % fin décembre, dans l'Union européenne. Au total, 5, 5 millions de jeunes EuropéenNEs, dont 3,3 millions dans la zone euro, étaient sans emploi.

Les manifestations ont regroupé peu de manifestantEs de Bruxelles à Athènes. Les divisions syndicales en France (la CFDT, absente de la manifestation de Paris, s'inquiétait d'une « mobilisation à caractère politique sur les enjeux nationaux ») ou en Italie, la perte de crédibilité des directions syndicales qui ont soutenu les politiques d'austérité en Espagne ou en Grèce expliquent en partie cette faible mobilisation. À Paris, comme dans les régions de France, il y avait un cortège CGT des petites journées où même les équipes militantes se sont faiblement mobilisées et une présence plus dynamique de Solidaires.

L'autre point positif est la multiplication des marques de sympathie envers Philippe Poutou. Serrages de mains, remerciements et félicitations à la suite des derniers passages chez Ruquier et à Mots croisés et le soutien apporté aux luttes, poses pour photos et signatures du livre Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule ! Autant de signes du gain de visibilité du candidat du NPA. D'autant plus notable que les équipes militantes CGT présentes sont très largement sensibles à la campagne de Jean-Luc Mélenchon.

Bien sûr, cette première étape, malgré ses limites, montre les voies, européenne, internationale, que doivent emprunter les mobilisations. L'étape suivante serait évidemment que les appels répétés de Philippe à une réelle coordination des mobilisations, notamment sur l'emploi et contre les licenciements, soit mis à l'ordre du jour des équipes et des directions syndicales.

Robert Pelletier

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 139 (08/03/12).

29 février : toutes et tous ensemble contre l'Europe de l'austérité !

À l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES), une journée d'action européenne a lieu le 29 février contre le nouveau traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance appelé aussi « pacte budgétaire ». En France, à l'appel de plusieurs syndicats, il y aura des manifestations et même quelques appels à la grève. Mais on est loin du compte.

Décidé dans l'urgence sous la pression des agences de notation, le nouveau traité ou « pacte budgétaire » adopté par le Conseil européen le 30 janvier dernier, entérine l'obligation de la « discipline budgétaire ». Il oblige donc l'ensemble des pays européens à réduire toutes les dépenses publiques et sociales sous peine de « sanctions européennes ». Il impose également d'inscrire dans la Constitution le principe de réduction des investissements publics, baptisé « règle d'or », soit l'interdiction de tout endettement, autrement dit la fin de tout investissement public sur le long terme. Les capitalistes qui n'ont que le mot « relance » à la bouche veulent donc un traité qui dans les faits en constitue la négation. Tout pays qui refuserait d'obtempérer serait poursuivi devant la Cour de justice européenne.

Grande première dans l'histoire de la Confédération européenne des syndicats (CES), celle-ci s'oppose officiellement à un traité européen, elle qui jusqu'à présent les avait tous approuvés et soutenus, même le fameux traité constitutionnel (TCE) de 2005. Dans les faits, ce nouveau traité voulu par « Merkozy » met en œuvre une austérité généralisée et imposera partout la potion grecque : réduction des salaires dans le public comme dans le privé, privatisations massives, diminution du Smic, remise en cause profonde du droit du travail et des systèmes de protection sociale, augmentation de la TVA... Bref, toutes les mesures qui ont précipité le peuple grec dans la misère alors que les grandes entreprises privées et les grands armateurs continuent de prospérer.

Une journée contre l'austérité

Face à ce nouveau traité nous imposant encore et toujours plus d'austérité, une journée d'action européenne a donc lieu le mercredi 29 février. Cette journée prendra diverses formes dans l'ensemble des pays européens. En France, à l'appel de la CGT, l'Unsa, la FSU et Solidaires, plus de 160 manifestations et rassemblements ont lieu, et une centaine d'appels à la grève ont d'ores et déjà été recensés dans les services publics, les transports, le commerce, la construction ou encore l'énergie. Cette journée sera l'occasion de s'opposer à l'austérité généralisée en Europe, que ce soit en Grèce, au Portugal, dans l'État espagnol, en Italie ou en France.

Ce sera l'occasion aussi de manifester contre les derniers mauvais coups du président des riches et autoproclamé « candidat du peuple ». Ses mesures renforcent encore plus les inégalités et accentuent la pauvreté : TVA antisociale, accords dits de « compétitivité » piétinant le code du travail et les conventions collectives, loi antigrève dans les transports aériens, terrestres et les aéroports, journée de carence non payée dans la fonction publique, baisse des indemnités journalières pour arrêt maladie... Mais il s'agira aussi de défendre l'augmentation de nos salaires et nos emplois.

Il faut donc tout faire pour que cette journée interprofessionnelle soit réussie, même si, sans appel à la grève, sans perspective au-delà de cette unique journée, elle est bien loin d'être à la hauteur de la situation.

Les classes dirigeantes européennes veulent organiser un nivellement par le bas des droits sociaux en entraînant l'ensemble des peuples dans la spirale de la régression. Il s'agit d'imposer l'inverse, la garantie pour toutes et tous d'un salaire décent et d'un travail. Cela implique d'en finir avec la dette publique, de refuser tout d'abord d'en payer les intérêts, d'exiger un audit populaire en vue de son annulation, pour permettre à la population de prendre le contrôle des finances publiques par la nationalisation des banques et la mise en place d'un service public bancaire.

Ces exigences sont communes à tous les peuples d'Europe, elles sont aussi une exigence de démocratie. Elles supposent l'institution de nouveaux pouvoirs, tant au niveau national qu'europpéen, capables d'appliquer ces mesures en s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation de la population.

C'est donc une mobilisation européenne à la hauteur de ces enjeux qu'il faut construire.

Sandra Demarc

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 138 (01/03/12).*
